

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LES
INSTANCES DU CANADA AUPRÈS DES É.-U.

Motion n° 199—**M. Lawrence:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toutes les notes et instances officielles faites par ou au nom du gouvernement du Canada au gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant la négociation des révisions à l'Accord commercial Canada—États-Unis sur les produits de l'automobile.

M. Baldwin: Je présente cette motion au nom de l'honorable député.

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on n'a pas présenté d'instances écrites au gouvernement des États-Unis au sujet du fonctionnement de l'Accord commercial Canado-américain sur l'automobile et la possibilité d'y apporter des modifications. Cependant, ces questions ont fait l'objet de nombreux entretiens avec de hauts fonctionnaires américains qui sont donc parfaitement au courant des vues canadiennes. Je demanderai donc au député de retirer sa motion.

M. Baldwin: Elle est retirée, sous réserve du droit du député de la faire inscrire à nouveau après avoir étudié toutes les subtilités de cette réponse.

M. l'Orateur: Retirée.

(L'ordre est annulé et la motion est retirée.)

LE PROJET DE LOI BURKE-HARTKE—LES INSTANCES DU
CANADA AUPRÈS DES É.-U.

Motion n° 200—**M. Lawrence:**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de toutes les notes et instances officielles faites par ou au nom du gouvernement du Canada au gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant le projet de loi dit «Burke-Hartke».

M. Baldwin: Je présente la motion au nom de l'honorable député.

M. John M. Reid (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on n'a pas présenté d'instances écrites au gouvernement des États-Unis au sujet du projet de loi dit «Burke-Hartke». Cependant, ce bill et ses répercussions éventuelles pour le Canada ont fait l'objet de nombreux entretiens avec des hauts fonctionnaires américains qui sont donc parfaitement au courant des vues canadiennes. Je demanderai donc au député de retirer sa motion.

M. Baldwin: D'accord.

M. l'Orateur: Retirée.

(L'ordre est annulé et la motion est retirée.)

M. Howard: Monsieur l'Orateur, j'ai soulevé le même rappel au Règlement la semaine dernière au sujet des avis de motion n°s 161 à 185 inclusivement inscrits à mon nom depuis le 26 février. Ils demandent copie du calendrier qui est censé exister et que les papeteries de la Colombie-Britannique devront respecter en ce qui a trait aux règle-

Questions orales

ments sur les effluents établis par le gouvernement il y a deux ans et demi environ. Je me demande pourquoi on a tant tardé à donner une réponse à cette demande.

M. l'Orateur: Les autres avis de motion sont-ils réservés?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA POLITIQUE D'OFFRE D'EMPLOI AUX ASSISTÉS
SOCIAUX APTES AU TRAVAIL ET LE SUCCÈS DE LA
LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances si, vu l'intention du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social de rayer les personnes aptes au travail des listes d'assistés sociaux en les faisant travailler pour le gouvernement, le ministre et le gouvernement reconnaissent-ils maintenant que leur stratégie économique ne réduira pas le chômage à un niveau acceptable?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que l'honorable représentant fonde sa question sur un rapport publié dans la presse: il devrait attendre que mon collègue ait annoncé la politique dont il s'agit.

M. Stanfield: Est-ce la politique actuelle du ministre de s'efforcer de réduire le chômage au moyen d'un vaste programme du genre Initiatives Locales? Le gouvernement en voit-il la nécessité ou la hausse des taux d'intérêt? Enfin admettra-t-il que ses politiques ne créeront pas suffisamment d'emplois dans le secteur privé?

M. Turner (Ottawa-Carleton): La réponse est non, monsieur l'Orateur.

M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre des Finances si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social l'a consulté au sujet de ce programme d'emploi proposé?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Les membres du gouvernement se consultent constamment monsieur l'Orateur.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE—LES PROGRAMMES
PERSPECTIVES-JEUNESSE ET D'INITIATIVES LOCALES—
LE PROJET D'INTÉGRATION STATUTAIRE

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre. En raison de l'importance des deux programmes d'emploi mis en œuvre par le gouvernement depuis un an ou deux, soit Perspectives-Jeunesse et les initiatives locales, et des récents commentaires du secrétaire d'État au sujet de leur intégration possible ainsi que du manque de règlements statutaires à leur égard, voudrait-il nous dire si le gouvernement a l'intention au cours de cette session-ci de saisir le Parlement d'une mesure législative qui ratifierait ou établirait une politique à long terme à leur endroit?